

Le 2009 04 08

De la crise aux États généraux des DOM

De Christian Martin

Comme je le disais dans un de mes précédents courriels; le Chat est-il enfin sorti du sac? Nous recevons de nombreux courriels dont la plupart traitent de la crise, sur le plan social, culturel et de l'identité Antillaise, mais les questions d'ordre économiques semblent passer au second plan. Les sentiments ressortent avec vigueur, la raison étant écartée, alors que deux sujets vraiment méritent notre attention, en premier lieu, la question statutaire sous-jacente à toute revendication identitaire et salariale, et en second lieu la question commerciale en particulier de la chaîne alimentaire cause de la cherté de la vie.

a) La question statutaire

À mon humble avis, tout Guadeloupéen devrait réagir dès maintenant avant que les décisions ne soient encore une fois de plus prises pour lui.

Pour faire suite au récent accord signé entre le LKP et l'État sans le Médef, ou encore signé avec certains patrons sous la pression du LKP, il faut faire face maintenant à des états généraux des DOM réclamés par le Président Sarkozy. Des états généraux où figurera certainement à l'ordre du jour le statut des Antilles, et pourtant, nous sommes des DOM.

Qui demande le changement au nom du peuple antillais? Quoique la Guadeloupe et la Martinique aient récemment voté contre le changement de statut, ne voilà-t-il pas que Monsieur le Président se dit favorable à une nouvelle consultation populaire. Nous parlions alors de vie chère et nous voilà en train de discuter de constitution. Nous parlions du monopole des Békés, les boucs émissaires du moment. Nous parlions pour parler, devrais-je dire? Car aucune affirmation n'était basée sur de vraies statistiques. Il est aberrant de constater que les politiciens ont confirmé des pourcentages erronés, soit que les Békés détiennent 90% de l'économie. Tout politicien ne devrait-il pas vérifier les données avant de se positionner dans un débat? Pourtant L'IEDOM existe, et comptabilise l'ensemble des paramètres de l'économie antillaise. Personne au niveau politique n'y fait référence et ne cherche à chiffrer la situation actuelle grâce à cet organisme. On préfère s'en tenir aux déclarations du LKP qui faussent le débat en le transformant en lutte des classes et en le renforçant avec des orientations racistes. Tout d'abord, le Gouvernement laisse pourrir la situation et renvoie les antagonistes dos à dos. Quelle belle gestion de la crise? Celle ci prend de l'ampleur et devient incontrôlable. La grande solution proposée par Paris est la tenue d'états généraux.

Le président n'est il pas en train de « beurrer le pain pour mieux le griller ».

Aurons nous un nouveau statut proclamé par des états généraux qui statutairement ne sauraient en aucun cas remplacer un référendum? Ou serons-nous adroitement et progressivement conduits vers des élections statutaires de leur choix. Serons-nous canalisés au delà de nos souhaits ! Suis-je sarcastique? Peut-être pour la bonne cause. J'espère de tout cœur me tromper.

Lors des états généraux, je crois qu'il faut exiger un référendum avec une question claire avec comme option de réponse OUI ou NON; Voulez-vous que la Guadeloupe soit totalement indépendante? **La Guadeloupe ne sera alors plus piégée par le LKP car ce dernier sait pertinemment que seulement un maximum de 15 % de Guadeloupéens sont favorables à l'indépendance. Par contre, les états généraux prévus par le gouvernement seront eux piégés car l'objectif du largage des Antilles sera automatiquement écarté.** Je n'ai pas la prétention de dicter un choix d'action aux Guadeloupéens mais les cogitations venant de l'extérieur

sont parfois le petit grain de sel pour « donner plus de goût au pain » Mayotte a voté en faveur de la départementalisation à plus de 95% et les financements prévus pour cette île, je devrais dire plutôt ce département, sont déjà de l'ordre de 40 milliards d'Euros.

Il est fort intéressant de se référer aux liens suivant et au Blog d'Yves Jégo;

<http://www.20minutes.fr/article/319353/France-Les-etats-generaux-de-l-Outre-mer-retardes.php>; Les états généraux de l'Outre-mer retardés.

http://www.marianne2.fr/La-face-cachee-des-etats-generaux-ultramarins_a177774.html;

« Le chemin pour aboutir à ce résultat aura été long et douloureux. Mais c'est désormais une nouvelle page de l'histoire de la Guadeloupe qu'il convient d'écrire. Aussi je forme des vœux pour que la société guadeloupéenne, dans son ensemble, tire les leçons de cette épreuve et s'empare de l'opportunité offerte par le Chef de l'Etat à travers les états généraux de l'Outre mer pour bâtir un nouveau modèle porteur à la fois de croissance et d'activité mais aussi de nouveaux rapports sociaux fondés sur le dialogue et la recherche du consensus. » Extrait du Blog d'Yves Jégo du 5mars 2009 Accord signé en Guadeloupe..

ainsi on peut mieux comprendre la question statutaire dans le contexte actuel, situation complexe qui se dirige subtilement vers une politique de largage. Cette politique qu'elle soit le fruit « mûr » de la révolution du LKP, de la déstabilisation à l'effondrement du système pour comptabiliser l'indépendance ou le fruit « immature » de l'autonomie, une alternative aux propositions du LKP, il n'en demeure pas moins vrai que le fruit est passé aujourd'hui du vert à un niveau de maturité qu'il faut maintenant percer l'abcès.

Quel que soit l'issue des consultations ou des prises de positions et décisions de ces états généraux, il va falloir nécessairement préciser que l'autorité aujourd'hui absente localement (en Guadeloupe et Martinique) soit réellement présente et que les biens et la libre circulation des personnes soient respectés. **Le gouvernement doit faire face à ses responsabilités** et ne pas favoriser une situation de complaisance envers une minorité au détriment d'une majorité. La complaisance est un manque de fermeté, elle renforce le dicton Antillais « Bon Dieu baille fouté adan » traduction « Dieu a donné donc on peut prendre » Je voudrais préciser que la fermeté ne veut pas dire ici conflit mais plutôt le respect des lois par tous, l'assurance, la constance et la solidité dans la négociation.

Aujourd'hui, alors que la Guadeloupe n'est pas indépendante, comment peut-on à la fois accepter

- du « gouvernement provisoire indépendantiste du LKP » l'idée de l'indépendance et,
- des menaces d'expatrier une certaine « souche » de la population antillaise et,
- la complaisance du gouvernement sarkozien qui lance l'idée des États Généraux, peut-être dans le but de sortir de l'impasse d'une mauvaise gestion de la crise

Tous deux n'ont ils pas un dénominateur commun, la séparation? Nous ne sommes pas dupes, mais des victimes prises dans un étau inacceptable. **Où sont nos élus?**

La question initiale basée sur la vie chère serait-elle un leurre? Les états généraux sont-ils un subterfuge?

Cette assemblée décrétée subitement (états généraux), n'est-elle pas une façon de détourner l'attention du peuple français (naturellement antillais compris) des vrais problèmes.

Si les Antillais se sont mobilisés contre la vie chère, cause juste et louable, ils étaient toutefois manipulés par le LKP et ce, par des méthodes « outrancières », associées à un moteur cher au collectivisme, la lutte des classes.

Si les Français sont maintenant à plus de 51% pour le largage des Antilles, n'ont-ils pas été influencés par des documentaires médiatisés, déclassés et connectés sur des méthodes activistes « outrancières » favorisant des scoops orientés uniquement vers une minorité au détriment de la

majorité réduite au silence..

Voilà bien des questions sur la table, j'invite donc tous les Guadeloupéens à y réfléchir sérieusement et à ne pas se laisser encadrer par des résolutions qui ne seraient votées par eux.

b) la question commerciale

Nous avons souvent entendu parler d'import /export, de la vie chère, de la « profitation des patrons » cette dernière affirmation étant basée tout particulièrement sur la marge brute des entreprises. Comment peut-on manipuler à ce point les gens? Confondre marge brute et bénéfice net des entreprises est une façon psychologique de sensibiliser l'opinion par de fausses données.

Il n'y a pas de riches sociétés d'import/export en Guadeloupe répondant vraiment à cette définition. Il y a des importateurs distributeurs, des grossistes distributeurs et des exportateurs de produits agricoles. Il peut y avoir des importateurs distributeurs qui font aussi de l'exportation agricole ayant eux-mêmes une production agricole. L'entreprise qualifiée d'import/export, en fait, appelée encore maison de commerce, pratique le négoce à l'échelon international soit l'achat et la revente de divers produits. Ces entreprises se trouvent plutôt en France ou bien souvent dans des paradis fiscaux. Elles pratiquent le commerce de grandes commodités. Ces entreprises en général ont un chiffre d'affaires important tout en étant sous capitalisées. Les grandes surfaces françaises, par contre, comme Carrefour ont créé en France des centrales d'achats (A ne pas confondre avec maison de commerce) leur permettant de mieux grouper les achats en fonction de leur clientèle géographique. Cette politique assure aux grandes surfaces de meilleurs prix et leur permettent d'être plus compétitifs. Une centrale a donc un pouvoir d'achat plus grand. La réplique en Guadeloupe\Martinique est plutôt comparable à des franchises. Ce type de réseau de distribution assure la vente de leurs produits qui souvent sont marqués de leur label. Dans ce contexte j'ai donc précisé dans mes articles que le monopole de la chaîne alimentaire est purement français et qu'il était regrettable de rechercher l'appartenance de ces chaînes par rapport à une communauté. Par ailleurs les premières indications que j'ai obtenues, montrent une répartition du marché très diversifié dont les békés détiennent environ 34% en Guadeloupe et 24% en Martinique. Sur le site web de L'IEDOM le monopole est très bien décrit et il y est bien confirmé que la France est le premier fournisseur et le premier client de la Guadeloupe.

Quand le président de La République annonce qu'il mettra tout le système de la distribution « à plat » je me demande comment il s'y prendra!

Commencera-t-il d'abord par le faire en France? Ignore-t-il que la vie est chère en France et que, dans bien des cas, la cherté est due à de nombreux intermédiaires qui se partagent le marché de l'Hexagone? **Don Quichotte se battait contre des moulins à vent. Nous Antillais, nous nous faisons manipuler au gré du vent.**

En conclusion

Je crois que bien des politiciens envoyés en Guadeloupe étaient déconnectés de la réalité antillaise, et que le Gouvernement n'a pas assumé sa pleine et entière responsabilité dans la gestion de cette crise.

Compatriotes soyons donc conscients des enjeux et soyons **tous** des Guadeloupéens dignes de notre identité culturelle.